



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Travailler plus, payer plus, gagner moins... jusqu'à quand ?

Editorial des bulletins d'entreprises du 29 août 2026

Après un été de canicules, d'incendies et de prix qui s'envolent, à part les milliardaires et millionnaires, difficile de dire qui, dans ces conditions, démarre le mois de septembre reposé et frais.

Beaucoup ont continué à travailler tout l'été, souvent sous plus de 30°. D'autres ont sacrifié leurs congés aux travaux et réparations reportés faute de temps pendant l'année et d'argent pour payer un professionnel. D'autres encore, exclus des allocations de chômage, ont passé l'été à postuler et à se demander comment payer les factures. Et pour ceux qui ont réussi à décrocher un peu cet été : les épaules, à peine détendues, se raidissent déjà.

Car on est nombreux à voir que cette année encore, tout va empirer. Les professeurs du degré supérieur passent de 20 à 22 heures de cours, pour le même salaire, tandis que beaucoup de leurs collègues perdent leur emploi. Dans les soins, face à la pénurie d'infirmières, le gouvernement transfère des tâches plutôt que d'embaucher. Les actes pouvant être confiés aux aides-soignants ont déjà été élargis ces dernières années, et depuis cet été, de nouveaux actes infirmiers peuvent encore être délégués au sein des

équipes. Quant aux pompiers de Bruxelles, ils ont obtenu par la grève la promesse de 132 recrutements supplémentaires : des embauches bienvenues mais qui ne combleront pas le manque d'effectifs et n'arriveraient qu'en fin 2027.

Partout, il faut travailler plus pour le même salaire. Voire un salaire plus faible quand on retrouve un travail après un licenciement. Et même indexé, ce salaire permet



d'acheter de moins en moins. Aux prix déjà élevés de l'essence, de l'alimentation ou du logement s'ajoutent les mesures d'austérité : école, transports, soins, chauffage... tout coûte davantage.

Un postier raconte qu'il ne sait pas comment faire face à l'augmentation du minerval pour ses deux enfants. En Wallonie et à Bruxelles, des familles découvrent que les repas chauds, jusque-là gratuits dans certaines écoles accueillant les élèves les plus précaires, ne le seront plus. Comment vont faire les parents ? Trouver,

pour cuisiner, du temps et de l'argent qu'ils n'ont déjà pas ?

À toutes ces dépenses qui mangent le salaire dès le début du mois s'ajoutent de mauvaises surprises. Dans plusieurs communes, le précompte immobilier augmente : pour des propriétaires aux petits revenus cela peut représenter plusieurs centaines d'euros à sortir d'un coup. Partout, les travailleurs se retrouvent pris en étau : toujours plus de dépenses d'un côté, toujours plus de pression au travail de l'autre, pas mieux payés, ou même plus mal.

Mais il faut croire que ce n'est toujours pas assez aux yeux des patrons et du gouvernement. Les ministres cherchent maintenant 10 milliards d'euros supplémentaires dans les poches des travailleurs pour boucler le budget. Et tout ça pour quoi ? Pour restaurer les Hautes Fagnes ou engager les pompiers ? Bien sûr que non.

Le gouvernement fédéral a dépensé, en 2025, 11,3 milliards d'euros en transferts aux entreprises. Parmi ces transferts : 190 millions pour Electrabel, une entreprise qui a versé en mai 2026 plus de 10 milliards d'euros à sa maison-mère Engie : « la plus importante distribution de bénéfices jamais réalisée en Belgique », selon L'Écho.

De leur côté les travailleurs

reçoivent leur avertissement-extrait de rôle, exigeant souvent des centaines, voire des milliers d'euros à payer avec des comptes en banque déjà vides !

Et pendant qu'au niveau mondial les richesses s'accroissent du côté des capitalistes, des populations entières restent démunies face aux crises : en RDC, l'épidémie d'Ebola a déjà fait plus de 3.000 morts ; au Népal et au Tibet, les glissements de terrain suite à la fonte des glaces viennent d'ensevelir des milliers de personnes.

Partout, les profits vont aux actionnaires ; mais les conséquences d'un système qui ne tourne que pour le profit, ce sont toujours les populations qui les payent !

Et quand leurs intérêts sont menacés, les grandes puissances n'hésitent pas à utiliser tous leurs leviers pour étrangler les pays dont elles veulent faire plier les gouvernements. À Cuba comme en Iran, les sanctions économiques restreignent l'accès aux médicaments, à l'alimentation et aux produits essentiels

pour une grande partie de la population.

Voilà la réalité : alors que des millions de gens peinent de plus en plus à payer leur logement, leurs courses ou leurs soins, de quoi se préoccupent les principaux dirigeants de cette planète ? Affamer les populations de Cuba et d'Iran pour imposer leur domination ! Et préparer une généralisation des guerres, notamment contre la Chine. Ce système est à bout. Il faut le renverser.

Dans les entreprises

Après Audi, les boniments de Heylen

Audi et le groupe Heylen seraient parvenus à un accord pour la vente du site d'Audi Forest, afin de le reconvertir en un parc industriel qui appartiendrait directement au groupe Heylen.

Le site d'Audi Forest, après avoir reçu des centaines de millions d'euros d'aides publiques pendant des années, avait fermé l'année dernière, privant plus de 3.000 travailleurs de salaire, et ce malgré les innombrables promesses des gouvernements successifs et de la direction d'Audi de maintenir la production en échange de sacrifices consentis par les travailleurs.

Le groupe Heylen souhaite transformer le site en un parc regroupant plusieurs entreprises de production et de logistique et promet déjà la création de 3.000 emplois. De belles promesses... mais pour quelles conditions de travail et de salaire ?

Et si ces promesses ne garantissent rien aux travailleurs, comme au temps d'Audi, elles

sont un moyen pour que ces groupes reçoivent tout de suite des millions en subsides !

Laurent Hublet (Les Engagés), ministre bruxellois de l'Emploi et de l'Économie, annonce déjà des subsides à Heylen pour compenser le rachat du site, ainsi que des baisses de cotisations sociales équivalant à 4 à 5 % du salaire brut : « Si on veut attirer des industriels, on doit être compétitif, et pas que fiscalement, mais aussi en termes de main-d'œuvre ou de vitesse dans l'exécution. C'est le rôle des pouvoirs publics. »

Ces messieurs ne sont pas des philanthropes. Ce qui les convainc, c'est la possibilité de s'enrichir sur le dos des travailleurs de la région, tout en bénéficiant du soutien politique et financier sans faille des gouvernements de gauche comme de

droite.

Hier Audi, demain peut-être Heylen, mais l'exploitation reste toujours à abolir.

D'leteren licencie pour les profits

D'leteren Auto, le distributeur exclusif de voitures du groupe VW (Audi, Skoda, Seat, etc.) , détenu par une des familles les plus riches de Belgique, a annoncé la suppression de 344 emplois sur 2.644.

La famille D'leteren, riche à milliards, aurait largement de quoi payer les salaires de ces travailleurs pour des dizaines d'années. Elle est bien représentative de ces grandes familles de parasites capitalistes qui se gavent sur le dos des travailleurs, et avec l'aide massive de l'État.

Dès le début du 19ème siècle, la famille D'leteren, bien introduite dans la grande société parisienne de l'époque, se lance dans la vente de carrosses de luxe. Ils se convertissent dans les voitures au début des années 1900, mais sont écrasés par la concurrence au moment de la première guerre mondiale, licen-



ciant déjà des centaines de travailleurs.

Mais contrairement à leurs salariés, les D'leteren, eux, sortent de la faillite toujours aussi fortunés et vont se reconvertir à partir de 1930 dans l'importation et l'assemblage de voitures américaines.

La montée du protectionnisme européen devient une opportunité pour la famille. Avec les taxes d'importation élevées après la deuxième guerre mondiale, les entreprises automobiles étrangères vont chercher à produire les voitures en Belgique directement. Les D'leteren développent la production des voitures de VW, les Coccinelles, dans l'usine de Forest.

En développant leur fortune, les D'leteren investissent le plus grand terrain historique d'enrichissement de la bourgeoisie belge : la colonie congolaise. Avec l'aide de l'État belge, ils vont y avoir le quasi-monopole de la vente de voitures et de camions avec leur filiale DIFCO, et y investir dans l'immobilier. Ils participent ainsi au pillage colonial jusqu'à ce que le soulèvement de la population congolaise finisse par imposer la fin de la colonisation en 1960.

Après la perte de leurs activités coloniales, la famille D'leteren diversifie ses activités, multiplie les contrats d'importation, et se lance dans la location

de voitures. Dans les années 1970, la famille va encore bénéficier du soutien de l'État. C'est le développement des voitures de société qui permettent aux entreprises de mettre des voitures à disposition de leurs salariés sans payer d'impôt sur cette partie du salaire. Ce sont les travailleurs aux plus hauts revenus qui bénéficient de cet avantage, qui va ouvrir un nouveau marché juteux pour les D'leteren.

C'est aussi dans les années 70 que les D'leteren revendent l'usine de Forest à Volkswagen, dont le dirigeant, Ferdinand Piëch, était un camarade de classe de Roland D'leteren dans le très prestigieux Lycée Alpinum Zuoz en Suisse. C'est le même Roland D'leteren qui présente à Piëch le premier ministre belge de l'époque, Guy Verhofstadt, pour obtenir des millions de cadeaux de l'État lors du rachat de l'usine Volkswagen par Audi en 2007.

Ceux-ci se hissent à la première place des ventes de voitures en Belgique et en particulier dans les voitures de société. Cette explosion leur permet d'accumuler suffisamment de capital pour acquérir en 1999 le géant de la réparation Carglass, puis la société de papeterie Moleskine, ou encore plus récemment le distributeur de pièces détachées TVH Parts.

Nicolas D'leteren, le princi-

pal héritier du groupe, devient ainsi, avec l'aide de l'État, et à travers l'exploitation de milliers de travailleurs, la deuxième fortune de Belgique avec 5,5 milliards en 2026 selon le magazine Forbes.

Aujourd'hui, ces capitalistes sont prêts à licencier massivement pour aller investir ailleurs, car l'automobile ne rapporte pas assez à leur goût. Mais ils ont accumulé des milliards d'euros pendant des années sur les dos des travailleurs qui vont se retrouver demain sans emploi. En 2024, le groupe a ainsi sorti plus de 4,18 milliards de dividendes à ses actionnaires bien plus que ses profits, dans une opération financière très lucrative... qui a fait exploser l'endettement de toutes les entreprises de D'leteren Group, dont D'leteren Auto qui licencie aujourd'hui.

Les capitalistes n'hésitent pas à mettre à la porte des centaines de travailleurs pour augmenter leurs profits.

Mais les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de perdre leur gagne-pain pour gaver encore plus des milliardaires. Avec les 4,18 milliards de dividendes de 2024, il y aurait de quoi payer les salaires de l'ensemble du personnel de D'leteren Auto pendant... 14 ans ! Alors, c'est dans les coffres des actionnaires qu'il faut aller chercher l'argent !

Il y a 10 ans : la fermeture de Caterpillar Gosselies

Le 2 septembre 2016, la direction du groupe américain Caterpillar annonçait la fermeture de l'usine de Gosselies. Après des années de manœuvres, la direction achève alors ce qui est un véritable dépeçage.

Dix ans plus tard, cette calamité qui a frappé la vie de mil-

liers d'ouvriers doit servir d'exemple de la manière et des méthodes qu'emploient les grandes entreprises et les multinationales pour fermer des établissements, même lorsqu'ils sont rentables.

Et, à cause du rôle qu'y ont joué les directions syndicales et

les partis au gouvernement, y compris le parti socialiste, dans la démobilisation des travailleurs.

Elle doit être étudiée par tous ceux qui cherchent les moyens de se défendre de l'arbitraire et de l'exploitation capitalistes.

La restructuration de 2013

La fermeture de 2016 est précédée d'une première restructuration en 2013. Près de 2.000 ouvriers du site de Gosselies y perdent leur emploi.

À l'annonce de la restructuration, les délégations syndicales appellent les ouvriers au calme, et, pour toute action, à s'en tenir à freiner la production. Les dirigeants syndicaux ne veulent pas organiser une lutte de grande ampleur qui pourrait échapper à leur contrôle. Durant la totalité du conflit, seules deux grèves limitées à 24 heures sont organisées.

Quant aux partis politiques de gouvernement, y compris le PS, ils appellent les travailleurs à accepter les sacrifices pour sauver l'entreprise.

Devant la faiblesse des actions syndicales et la servilité des politiciens, la direction cherche alors à pousser son avantage au maximum. Le management tente de diviser les travailleurs entre « *jeunes* » qui resteraient à l'usine, et « *vieux* », qui perdraient leurs emplois. Aux « *vieux* », la direction fait miroiter de moins mauvaises conditions de départ, mais seulement à condition que les « *jeunes* » acceptent de nouvelles conditions de travail plus flexibles et moins rémunérées.

Face aux tentatives de division, la meilleure réponse des ouvriers aurait été d'opposer leur unité dans la lutte : se battre ensemble contre l'adversaire commun même si c'est pour des revendications différentes ! Mais c'étaient les directions syndicales qui dirigeaient, et elles n'ont pas voulu tenter de construire un tel front.

En l'absence de rapport de

force, la direction de Caterpillar obtient ce qu'elle veut : l'accord signé par les directions syndicales prévoit des indemnités pour les départs (avec intervention de la sécurité sociale), en échange de plus de flexibilité et d'une réduction de rémunération pour ceux qui restent.

La fermeture de 2016

Trois ans plus tard, l'annonce de la fermeture de l'usine tombe. Les ouvriers réagissent en bloquant le site et les 300 engins qu'ils ont déjà assemblés.

Les délégués parlent alors d'un « *trésor de guerre* » qui doit servir de monnaie d'échange pour appuyer leurs revendications au cours des négociations.

L'échec de la stratégie du « *trésor de guerre* »

La direction passe donc à la contre-offensive et cherche à récupérer les engins. Cinq semaines après le début du conflit, le groupe Caterpillar fait savoir aux travailleurs que si les 300 machines détenues par les ouvriers ne sont pas rendues, la direction organisera le chômage économique jusqu'à la fermeture du site de Gosselies.

Après une nouvelle menace de la direction de Caterpillar, les délégués syndicaux décident de libérer les 300 engins, et finalement de reprendre le travail normalement.

Avec la stratégie du « *trésor de guerre* », les responsables syndicaux voulaient apparaître combattifs et radicaux. Mais face à une multinationale comme Caterpillar, cette stratégie ne

peut pas être efficace. Que valent quelques centaines de machines pour une entreprise qui fait chaque année plusieurs milliards de profits ?

Pour construire un véritable rapport de force face à Caterpillar, il aurait fallu mobiliser plus largement les familles, les voisins, les travailleurs d'autres entreprises, discuter des revendications des uns et des autres, pour que les milliers de travailleurs de Gosselies se soudent dans un mouvement de lutte pour empêcher la fermeture ou défendre des indemnités qui permettent de vivre.

Il était possible d'essayer de s'unir avec les travailleurs de la centaine d'entreprises sous-traitantes de Caterpillar. À Sombreffe, il y avait Carwall, dont les 217 travailleurs étaient alors mis au chômage économique ; chez Yusen Logistics, les travailleurs étaient licenciés collectivement et allaient bientôt eux-mêmes entrer en lutte...

Mais ça n'a pas été le choix des directions syndicales. Il y a bien eu, le 16 septembre 2016, une manifestation de solidarité organisée à Charleroi et qui a rassemblé entre 3.000 et 10.000 personnes. Mais elle a été sans lendemain, au lieu d'être le point de départ d'une mobilisation plus large, pour devenir plus nombreux, plus soudés, plus déterminés, plus conscients.



Évitant bien de déclencher un tel mouvement, les directions syndicales ont préféré les promesses sans lendemain des politiciens et les aléas juridiques de la procédure Renault.

Les directions syndicales se condamnaient à l'impuissance, ainsi que les travailleurs licenciés.

Négociations sans rapports de force

Les responsables syndicaux savaient qu'empêcher la fermeture du site de Gosselies était quasiment impossible, à moins d'entraîner des centaines de milliers de travailleurs dans un mouvement d'ensemble qui aurait fait craindre une révolte plus générale à la classe capitaliste.

S'engager dans cette direction était hors de question pour les directions syndicales. Elles ont placé leurs espoirs presque exclusivement dans la deuxième phase de la loi Renault, pour négocier des indemnités de licenciement importantes.

Mais même pour cet objectif limité, même quand il ne s'agit « que » de négocier des indemnités, on ne peut pas se passer de construire un rapport de force ! Et face à une multinationale, la seule force dont disposent les travailleurs c'est leur nombre, leur capacité de mobilisation, leurs pressions sur les autres patrons et sur les gouvernements.

Mais pour disposer d'un tel levier, il fallait chercher à devenir nombreux, unis et conscients ! Et cela, les directions syndicales le refusent.

En conséquence de quoi il n'est pas étonnant que lors de la première réunion du volet social de la procédure Renault, le montant des primes proposées par

Caterpillar était dérisoire. Des mobilisations ont alors finalement été organisées. La direction de Caterpillar augmenta alors les primes. Mais elles étaient toujours jugées insuffisantes.

La direction nomma alors un conciliateur social, et quatre jours plus tard les directions syndicales acceptaient un préaccord avec la direction de Caterpillar, qu'elles ont ensuite fait voter par les travailleurs. Cet accord portait principalement sur les indemnités de licenciement.

Au mois d'avril 2017, les premiers licenciements sont tombés. Entre mars et mai, la production se poursuit à raison de quatre machines par jour, jusqu'à la fermeture complète du site en mai.

La servilité des gouvernements face aux patronats

Quant aux ministres, ils se sont contentés de prendre des postures favorables aux travailleurs dans les médias. Le Premier ministre Charles Michel (MR) annonçait une « *union sacrée au-delà des couleurs politiques* », le niveau fédéral et les Régions prétendument résolus à se serrer les coudes « *contre Caterpillar et pour les travailleurs* ». Le ministre-président de la Région wallonne, Paul Magnette, dénonçait quant à lui la « *multinationale au comportement de voyou* ».

Mais ce n'étaient que des mots. Les ministres ont refusé d'accorder aux travailleurs de Caterpillar une dérogation sur l'âge de l'accès à la prépension, tout comme ils ont refusé d'exonérer d'impôt les indemnités de licenciement.

Cette attitude des gouverne-

ments à l'égard des travailleurs était à l'opposé de celle qu'ils avaient adoptée pendant des années vis-à-vis des actionnaires de Caterpillar sous prétexte de « *sauver l'entreprise* ». Pendant des années, les profits de Caterpillar en Belgique n'ont été imposés qu'à 3% grâce à l'exemption fiscale des « *intérêts notionnels* ». Et au lendemain de la crise financière de 2008, le gouvernement belge alla même jusqu'à payer 80% du salaire des contrats dits « *win-win* » avec l'argent public.

Mais cette politique de servilité face aux capitalistes n'a jamais empêché les entreprises de supprimer des postes, de licencier et de fermer les usines. Car à chaque fois, le vrai problème n'est ni le prétendu « *coût* » du travail, la concurrence internationale ou les délocalisations...

Le véritable problème c'est que la classe capitaliste est prête à tout pour défendre les profits, les intérêts égoïstes d'une toute petite minorité, et que pour cela elle est prête à répandre la misère et la guerre partout sur la planète.

L'histoire de la fermeture de Caterpillar le montre : pour défendre nos conditions de travail, nos salaires et nos vies, il n'y a pas d'autre choix que de prendre conscience que les capitalistes sont des parasites et que les gouvernements sont à leur service ; il n'y a pas d'autre choix que de s'unir entre travailleurs de tous les secteurs, et même un jour de tous les pays, pour arracher le pouvoir aux capitalistes pour construire une société débarrassée de la propriété privée, de la concurrence et de la course au profit, c'est-à-dire une société communiste.

Non aux économies dans l'enseignement !

Les coupes budgétaires dans l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles se font ressentir en ce début d'année scolaire. Beaucoup plus d'écoles n'ont plus l'argent nécessaire pour payer les manuels scolaires.

S'ils veulent en utiliser, les professeurs se retrouvent donc contraints de demander aux parents d'élèves de les acheter eux-mêmes. Un père de famille raconte ainsi devoir déboursier 160 euros au mois de septembre pour les manuels pour un seul de ses enfants. Déboursier de telles sommes est impossible pour de nombreuses familles, ce qui provoque de la colère, qui se retourne parfois contre les enseignants.

D'autres professeurs abandonnent l'usage des manuels, sans garantie d'avoir les crédits photocopie nécessaires pour imprimer leurs cours, quand l'imprimante fonctionne...

Voilà l'enseignement d'excellence organisé par les ministres !

Braquage à la pompe

Pendant que des dizaines de milliers de chômeurs sont privés d'allocations, les prix continuent d'augmenter de tous côtés. Encore plus que les prix alimentaires, les prix de l'énergie ont explosé, avec plus de 16% d'augmentation en août.

Ce seraient les conséquences de la guerre en Iran ? L'explication est surtout à chercher du côté de l'avidité des entreprises

capitalistes. Les géants du pétrole (BP, Shell, TotalEnergies, etc.) ont doublé leurs bénéfices, avec 30 millions de dollars par heure depuis les débuts de la guerre en Iran !



Nuisances inégalitaires

Depuis juillet 2025, les avions qui décollent et atterrissent à l'aéroport de Zaventem utilisent beaucoup plus fréquemment la voie aérienne qui survole à basse altitude plusieurs des communes les plus populaires et les plus densément peuplées de Bruxelles, comme Koekelberg, Molenbeek, Schaerbeek, Evere ou Jette. Cette route aérienne était pourtant censée n'être utilisée que temporairement, en raison de travaux sur les pistes de l'aéroport. Mais son utilisation n'a pas cessé depuis.

Des collectifs de riverains dénoncent le fait que l'augmentation des survols de ces quartiers populaires s'est faite au bénéfice de communes plus aisées du sud-est de Bruxelles et de sa périphérie, désormais moins survolées alors qu'elles sont pourtant beaucoup moins densément peuplées.

Ce survol accru toucherait près de 400.000 habitants, qui doivent subir les nuisances liées au passage répété des avions :

bruit, stress, troubles du sommeil, effets sur la concentration des enfants, etc., avec des niveaux sonores qui dépassent très régulièrement les normes autorisées.

Ce n'est pas notre dette

« Tout le monde en sentira les conséquences » : c'est ce qu'a déclaré Bart De Wever (N-VA) pour lancer le coup d'envoi de la préparation de l'opinion publique à l'austérité supplémentaire que prévoit encore d'imposer son gouvernement.

D'après De Wever, les mesures déjà votées (comme l'exclusion des chômeurs, la baisse des pensions et la contractualisation des fonctionnaires, les coupes budgétaires dans les services sociaux et les écoles, le saut d'index partiel ou encore la myriade de nouvelles taxes) n'ont pas suffi à réduire suffisamment le déficit de l'État et assouvir les capitalistes qui détiennent la dette publique. Aux 32 milliards d'austérité déjà annoncés, s'ajoutent maintenant 10 milliards d'euros supplémentaires, et De Wever prévient : c'est sur la population qu'il compte se servir !

Mais cette politique provoque du mécontentement. Comment pourrait-il en être autrement alors que les mesures d'austérité pleuvent sur la population, les dépenses militaires explosent (elles ont doublé en dix ans) et les subsides aux entreprises se comptent en dizaine de milliards ?

Alors De Wever doit effrayer, dramatiser, utiliser le spectre de

« la dégradation de la note de la Belgique » et se retrancher derrière l'« Europe », pour justifier sa politique. Tout est bon pour donner l'apparence d'une nécessité naturelle au déchainement de violence qui doit appauvrir toute la population, en commençant par plonger les plus pauvres dans la misère. Et pour préparer l'opinion publique, une armée de journalistes, d'économistes et de représentants des intérêts du patronat lui embraye le pas.

Le PS, quant à lui, profite d'être dans l'opposition pour se refaire une santé électorale. Lors du « Family Day » organisé par le PS à Durbuy, Magnette (PS) a déclaré que s'il était au pouvoir, il serait capable de dégager 15 à 20 milliards d'euros « sans toucher aux travailleurs ». On peut toujours rêver... mais qu'en serait-il des 20 milliards d'euros supplémentaires exigés par les capitalistes ?

Car les promesses de Magnette ne coûtent pas cher ! Il peut bien tenter de nous faire oublier qu'à chaque fois que le PS a été au gouvernement, il a appliqué les mesures d'austérité. Entre 2011 et 2014, c'est le gouvernement Di Rupo qui a gelé les dépenses publiques, reculé l'âge des pensions, durci l'accès aux allocations de chômage et ainsi expulsé des dizaines de milliers de chômeurs vers les CPAS. Oui, Magnette et le PS sont, eux aussi, partisans que la population se serre la ceinture !

Des milliards de cadeaux aux capitalistes

La dette de l'État est creusée par toutes les subventions, exonérations d'impôt, compensations de chômage Covid, commande de l'État inutiles, dé-

pense militaire, etc.

Et cette dette est d'autant moins la dette des travailleurs, ni celle de la petite bourgeoisie : elle est détenue dans son énorme majorité par des institutions financières et des capitalistes, dont la plus grande part ne sont pas situées en Belgique ! Près de 65% des « OLO » (le nom des principales obligations de l'État fédéral) sont ainsi détenus par des capitalistes étrangers.

Et c'est à ces capitalistes, qu'ils soient belges ou étrangers, que tous les gouvernements, de droite comme de gauche, rendent des comptes. Au travers de la dette, les capitalistes imposent leur politique à l'État. C'est pourquoi autant De Wever que Magnette acceptent la nécessité de l'austérité : car l'un comme l'autre se soumettent au pouvoir des capitalistes.

Ainsi, le torrent d'austérité qui frappe la Belgique n'est pas le résultat des élections, mais des décisions des milliardaires qui possèdent et contrôlent les grandes entreprises financières et les entreprises nationales et multinationales.



C'est pour cela que l'austérité est en train de pleuvoir partout, en Belgique comme à l'international : les mêmes intérêts sont à l'œuvre dans tous les pays, et partout les capitalistes exigent que les salaires et les dépenses sociales baissent au profit des cadeaux aux entreprises et

de l'augmentation des budgets militaires !

Alors pour défendre nos conditions de vies et de travail, nos salaires, nos pensions, nos écoles et nos hôpitaux, voter ne suffira pas, il faudra aller jusqu'à exproprier les capitalistes et leur arracher le pouvoir !

Ministre des ogres capitalistes

Appliquant la recette de tout ministre qui prépare un plan d'austérité, la ministre de la Petite Enfance, Valérie Lescrenier (Engagés) a chargé l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'établir une liste de mesures pour économiser 4,2 millions d'euros sur ce secteur. La liste des mesures envisagées par l'administration est parvenue au Conseil d'avis consultatif de l'Office des Naissance et de l'Enfance (ONE).

Les membres de ce Conseil, pourtant nommés par le gouvernement wallon, sont scandalisés. « Effarement, étranglement des secteurs, trahison, destruction... » dénoncent-ils. Il y a de quoi : restriction de l'accueil extra-scolaire qui prend en charge les enfants en dehors des heures de classes, suppression de l'accueil flexible destiné aux enfants dont les parents travaillent tôt le matin ou tard le soir, diminution des dispositifs d'aide aux vacances scolaires, diminution de 5% des subsides aux équipes SOS enfants pour la prévention et la protection des enfants en cas de maltraitance, abandon des subventions aux crèches pour le matériel pédagogique et une alimentation saine, économies dans le dépistage néonatal, la promotion de la santé à l'école et la vaccination...



« Cette note interne n'est absolument pas validée par le gouvernement » a réagi la ministre. En effet, elle, son travail, c'est seulement d'exiger des économies. Mais « le simple fait que ces pistes soient désormais sur la table montre qu'elles sont désormais considérées comme possibles » répond un représentant anonyme de l'ONE.

Refuser l'accueil des enfants dont les parents travaillent, économiser sur les vacances, les fruits et légumes, la vaccination et l'éducation à la santé, tout ça pour ramasser quelques millions destinés aux financiers qui spéculent sur la dette publique et à l'achat d'armements, voilà en résumé le travail de la ministre « engagée ».

Le précompte immobilier : un impôt qui cible les travailleurs...

La moitié d'un mois de salaire : voilà ce que doivent payer pour leur précompte immobilier beaucoup de travailleurs propriétaires de leur logement. Un montant qui augmente chaque année bien plus fortement que les salaires et les pensions : +40% en sept ans, par exemple, à Herstal.

Cet impôt touche, y compris, les quatre millions de propriétaires qui habitent leur logement

et ne le louent pas.

Quant aux gros propriétaires qui mettent en location des logements, eux, ne sont pas touchés car, comme le reconnaît le président du Syndicat des propriétaires de Bruxelles : « Le propriétaire paie le précompte, mais celui-ci finit par le répercuter sur les loyers. Ce sont donc les locataires qui payent ».

... pour leur faire payer l'austérité

Cet impôt régional est un des plus grandes sources de revenu des communes. Calculé sur base d'un « revenu cadastral » théorique, indexé chaque année, les communes et provinces y ajoutent des « centimes additionnels » qui varient selon la commune. Ce sont les communes les plus pauvres, les plus touchées par les exclusions du chômage, dont le gouvernement fédéral reporte la charge sur les CPAS, qui appliquent les augmentations les plus fortes : + 6% (Charleroi), + 10% (La Louvière), + 26% (Koekelberg), voire + 37% (Saint-Josse). Ainsi, Saint Josse passe à 4090 centimes additionnels tandis que Knokke-Heist applique 1200 centimes additionnels.

Un impôt indolore pour les riches

Pour les 8.000 gros multi-propriétaires en Belgique, qui possèdent ensemble des centaines de milliers de logements, le tarif n'est pas le même. Pour le prix d'un bon expert-comptable, il est facile de créer une société immobilière ou un holding pour lesquels le précompte immobilier est considéré comme « une charge d'exploitation » déductible des impôts à... 100%.

L'actionnaire millionnaire dont la fortune, placée en bourse, augmente avec les licenciements annonceurs de plus de profits pour les entreprises, ne paiera donc rien sur les loyers qu'il encaisse.

L'ouvrier ou la caissière qui perd son travail, risque de perdre également sa maison, tandis que l'ensemble des travailleurs paient toujours plus d'impôts pour des services communaux diminués ou fermés.

TEC : prochain bus dans 24 heures

La fréquence des lignes 7 et 9 qui relient le Borinage à Mons a été réduite de moitié.

Selon la direction des TEC, il s'agirait soi-disant « d'un recalibrage de l'offre pour l'adapter aux besoins réels ». Pour les pas-



sagers, ce sont des bus deux fois plus bondés où les personnes en chaise roulante ou les mères avec poussette ne peuvent pas monter.

Parfois, le bus affiche « complet » et ne s'arrête pas aux endroits prévus. Inutile d'attendre le suivant : il passera le lendemain.

Bref, les mesures d'économies imposées par le gouvernement wallon au TEC prennent en otages des milliers de navetteurs tous les jours !

Fraude patronale

Dès que le gouvernement veut imposer de nouvelles coupes budgétaires sur le dos de

la population, les mêmes prétextes reviennent : malades « *trop longtemps* » absents, allocations indues, chômeurs ou bénéficiaires du CPAS qui profiteraient du système...

Pendant la campagne de 2024, quasi tous les partis politiques, à commencer par le MR, le Vlaams Belang ou la N-VA, ont déversé des litres de cette propagande, en désignant les plus précaires (immigrés, sans-emploi, allocataires) comme ceux qui coûteraient trop chers à la collectivité.

Lorsqu'on regarde les chiffres, l'image se fissure vite.

Au premier semestre 2026, l'État belge annonçait fièrement avoir récupéré 213 millions d'euros grâce à la lutte contre la fraude sociale. Mais sur ce montant, 142 millions proviennent... de cotisations sociales que les employeurs auraient dû payer et n'ont pas versé. Autrement dit, près des deux tiers de la « fraude sociale » récupérée viennent des patrons !

La fraude fiscale, quant à elle, reste dans l'ombre et le SPF Finance ferme les yeux. Pourtant, les estimations se comptent en milliards : la CSC avance jusqu'à 30 milliards d'euros de pertes par an liées à la fraude et à l'évasion fiscale, organisées souvent par les plus grandes entreprises pour

augmenter les profits des actionnaires.

Et encore : à côté de la fraude existe tout ce qui permet légalement aux grandes entreprises et aux plus fortunés de réduire leur contribution. Optimisation fiscale, transferts de bénéfices vers les paradis fiscaux, montages entre filiales... En 2023, des entreprises belges avaient ainsi déclaré 500 milliards d'euros de paiements vers des paradis fiscaux. Et ce chiffre augmente chaque année.

Pendant qu'ils traquent un chômeur pour quelques centaines d'euros, des milliards continuent ainsi d'échapper aux caisses publiques.

McKinsey conseiller en fraude

Les justices française et belge, en commun, ont saisi 65 millions d'euros sur les comptes de la compagnie internationale McKinsey pour « *blanchiment d'argent et fraude fiscale aggravée* ».

Là, l'entreprise de conseils en « *optimisation fiscale* » a manqué de conseillers, et plus sûrement de relais politiques bien placés, pour être blanchie.

Pour un chiffre d'affaires autour de 300 à 400 millions en France, McKinsey a déclaré un bénéfice de 0 euro pendant une dizaine d'années.

Pour maquiller ses comptes, elle payait des charges importantes vers sa maison mère dans l'État de Delaware, connu pour être un paradis fiscal au sein même des USA !

Comme cette entreprise n'est pas cotée en bourse, elle n'est pas tenue de déclarer ses bénéfices, ni en Europe, ni aux USA. Mais ces 65 millions en

moins, si des juges ne les lui restituent pas, ne mettront pas les actionnaires sur la paille.

Formations fantômes

Pendant qu'on traque les chômeurs et les allocataires qui « *profiteraient du système* », certaines entreprises ont trouvé une méthode autrement plus rentable.

En Flandre, deux grandes sociétés d'intérim, Accent Jobs et AIB, ont obtenu pendant plusieurs années des subsides destinés à permettre aux travailleurs de suivre des formations. Problème : des heures de cours auraient été inventées, des listes de présence falsifiées et certaines formations n'auraient tout simplement jamais existé. Des travailleurs ne savaient même pas qu'une formation avait été déclarée en leur nom.

La facture atteint déjà 19 millions d'euros de subsides récupérés ou bloqués par l'inspection sociale flamande. Et trois autres sociétés d'intérim seraient encore sous enquête.

Les dirigeants de l'État et des médias vont-ils organiser de grandes campagnes médiatiques contre les « entreprises profiteuses » et les « capitalistes assistés » ?

Theo Francken : diviser pour mieux exploiter

OIP et BATS, deux entreprises militaires liées à Israël, auraient été la cible d'actions menées par des militants pro palestiniens pour dénoncer la guerre menée par l'État israélien. Ce sont des tags anti-guerre, des destructions de matériel et un incendie volontaire qui n'ont fait



aucune victime.

Une occasion pour le ministre de la Défense, Theo Francken (N-VA), d'accuser l'extrême gauche d'en être responsable et de déclarer : « [...] *je répète également que le PvdA (le PTB en Flandre) est le bras politique de cette violence extrémiste.* » Une accusation purement calomnieuse qui ne repose sur aucune preuve.

Et il est bien dommage que la protestation contre les massacres de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie ne prenne pas plus d'ampleur pour tenter d'y mettre fin.

Mais ces actions contre ces deux entreprises militaires servent de prétexte pour accuser le PTB, qui incarne aux yeux de Theo Francken les idées communistes et la protestation de nombreux travailleurs opposés aux politiques antisociales menées par le gouvernement.

Ces manœuvres de politiciens visent à diviser, d'un côté, les travailleurs de l'armement, ainsi que ceux qui seraient choqués par ce genre d'action violente, et, de l'autre, ceux qui voient aujourd'hui dans le PTB un moyen de lutter contre l'exploitation. Cette division n'avantage que le patronat, qui peut ainsi s'attaquer à tous les travailleurs sans que l'on puisse se défendre collectivement.

Le trafic de drogue, produit du capitalisme

Fin août, plusieurs fusillades liées au trafic de drogue ont eu lieu à Bruxelles. Elles s'ajoutent à la cinquantaine de fusillades qui s'y sont déjà produites depuis le début de l'année.

Le trafic de drogue et la violence qui l'accompagne touchent directement les quartiers populaires. Ce sont les balles perdues qui peuvent tuer ou blesser gravement de simples passants, comme ce père de famille rendu paraplégique après avoir été touché par une balle perdue en avril à Saint-Josse. C'est le deal en pleine rue ou devant les immeubles, la violence qui s'accroît dans certaines communes, mais aussi la crainte de voir un proche tomber dans l'addiction ou dans les réseaux mafieux.

Face aux trafiquants, les partis de gouvernement n'ont à offrir que leur démagogie. Les partis de droite accusent les bourgmestres socialistes de « *laxisme* ». Mais que peuvent réellement des bourgmestres face à des réseaux de trafiquants organisés à l'échelle internationale ?

Les parlementaires et les bourgmestres PS, eux, font dans la démagogie anti-flamande. Ils expliquent que le problème de la drogue viendrait du port d'Anvers, auquel les politiciens anversois refuseraient de s'attaquer. Mais si le port d'Anvers est une plaque tournante du trafic de drogue en Europe, c'est d'abord parce qu'il est l'un des plus grands ports du continent.

Le trafic de drogue, comme le commerce des autres marchandises, passe par les grands centres logistiques mondiaux. Ainsi, une partie importante de la drogue qui arrive à Anvers est ensuite acheminée et distribuée à travers l'Europe, principalement via les Pays-Bas où la violence liée à la drogue est forte.

Mais tous les partis, du PTB au Vlaams Belang, finissent par s'accorder sur la même réponse : « *plus de policiers* » pour lutter

contre le trafic. Certains réclament aussi davantage de caméras de surveillance, des contrôles renforcés ou des peines plus lourdes contre les



consommateurs et les dealers.

La police peut arrêter des dealers, saisir de la drogue ou démanteler certains réseaux, quand elle ne participe pas elle-même directement au trafic. Mais la répression policière ne peut pas faire disparaître un business aussi rentable. Un réseau démantelé est rapidement remplacé par un autre.

La montée du trafic est la conséquence de l'aggravation de la crise du capitalisme, à laquelle ces politiciens refusent de s'attaquer. Le délabrement de la société, la misère et le chômage fournissent aussi bien des consommateurs que des dealers.

Mais ces derniers, qu'il s'agisse de jeunes désœuvrés, de chômeurs ou de sans-papiers auxquels on refuse des papiers et le droit de travailler légalement, ne sont que les petites mains de mafias organisées à l'échelle internationale et dirigées par de véritables capitalistes qui brassent des milliards et blanchissent leur argent à travers les grandes banques.

Pour faire reculer durablement les trafics, il faudra en finir avec le capitalisme qui produit la misère et fait du profit sa seule loi, jusque sur la drogue et la violence.

Ukraine : le massacre continue

Samedi 5 septembre, Poutine recevait à Moscou deux émissaires américains pour discuter de la guerre en Ukraine. Il ne s'agit vraisemblablement là que d'une énième négociation officielle sans lendemain. Rien ne laisse présager une cessation des hostilités. Depuis quatre ans, cette guerre qui a déjà fait plus de deux millions de morts ou blessés, continue de faire rage sur un front qui ne bouge guère.

Il se pourrait qu'une fois le scrutin législatif du 18 au 20 septembre passé, le Kremlin lance une nouvelle mobilisation pour ponctionner 300.000 soldats supplémentaires sur la population russe.

L'État ukrainien, armé par les Occidentaux, malgré la corruption et les concurrences au sommet, continue de sacrifier sa population pour tenir la ligne de front, autrement dit pour défendre les investissements des capitalistes américains et européens en Ukraine.

Tout pousse pour que dans l'un et l'autre pays, le mécontentement monte. C'est en tout cas ce que l'on peut conclure du raidissement de la dictature dans ces deux pays.

En Russie, la Cour suprême vient d'interdire à un parti d'opposition de plus de participer aux élections législatives de septembre. Poutine s'inquiète visiblement qu'une fraction de l'électorat puisse se saisir de la présence de partis « non poutiniens » pour le désavouer lors du scrutin.

En Ukraine, le militant trots-

kyste ukrainien Bogdan Syrotiuk vient d'être condamné par le tribunal de Pervomaïsk à quinze ans de prison. Dès le début l'« opération militaire spéciale » de Poutine en 2022, Bogdan a dit et écrit que les travailleurs russes et ukrainiens devaient s'unir contre cette guerre. C'est cela, ainsi que sa dénonciation de la propagande nationaliste du régime de Kiev, qui lui vaut aujourd'hui d'être condamné pour « haute trahison ».

Cette perspective, celle de la révolte des populations russes et ukrainiennes contre leurs propres dirigeants, contre les oligarques et les capitalistes occidentaux, est aujourd'hui la seule qui porte l'espoir de mettre fin à la guerre.

Attentat de Leipzig : nouvelle escalade guerrière

Après une tentative d'attentat contre l'aéroport de Leipzig attribuée à des agents russes, les dirigeants européens ont enchaîné les déclarations belliqueuses, promettant de nouvelles sanctions contre la Russie.

Mais ce sont ces dirigeants européens qui entretiennent les horreurs de la guerre en Ukraine depuis quatre ans à coups d'envois d'armes, de chars et d'avions de chasse ! Ce sont eux qui soutiennent des dictatures aux quatre coins du monde, y compris le régime militaire israélien qui bombarde partout au Moyen-Orient sans jamais connaître de sanctions sérieuses...

Même si les capitalistes occidentaux, les dirigeants ukrai-

niens, et la Russie souhaitent la fin de la guerre, aucun ne veut lâcher la moindre concession. C'est leur obstination à maintenir leur domination et à sortir enrichis de la guerre qui les a amenés à franchir de nouvelles étapes militaires, par des bombardements massifs de drones à longue portée, au détriment des populations ukrainiennes et russes qui comptent leurs morts et voient leurs pays dévastés.

Ebola en RDC : épidémie du capitalisme

Depuis mai 2026, l'épidémie de fièvre hémorragique virale Ebola a déjà fait plus de 3.000 morts recensées en République démocratique du Congo, en réalité bien davantage. Elle a éclaté en Ituri, dans l'Est du pays, une région ravagée depuis des décennies par la guerre et les conflits autour de l'exploitation des minerais.

Les soignants sont en première ligne : Ebola se transmet notamment par contact avec le sang ou les fluides corporels d'une personne infectée. Pourtant, ils manquent de gants, de masques, d'antiseptiques et de matériel médical. Dans le même temps, armes et véhicules continuent d'alimenter les groupes armés, tandis que les minerais quittent la région pour approvisionner le marché mondial.

Les puissances impérialistes ont pillé le Congo et continuent à y entretenir la misère et la guerre. Comme pour les sécheresses ou les inondations, elles voudraient présenter les épidémies comme des catastrophes

simplement « naturelles ». Pourtant, en 2026, l'humanité dispose largement des moyens techniques pour détecter ce genre d'épidémie et éviter sa propagation !

C'est déjà la 17e épidémie d'Ebola en RDC. Mais plutôt que de renforcer les systèmes de prévention, les grandes puissances ont réduit leurs aides. En 2025, l'aide américaine à la RDC a chuté de plus de 40 %, tandis que les financements français, allemands et anglais consacrés à la santé sur 2020-2024 ont diminué de 31% en comparaison avec les cinq années précédentes. Ces « aides » ne sont pourtant que des miettes en comparaison des milliards pillés par les entreprises occidentales au Congo en exploitant les minerais et les travailleurs.

Des spécialistes de la santé ont récemment expliqué dans une lettre comment les coupes dans les aides humanitaires ont largement participé à l'expansion du virus. En 2012, une épidémie causée par le même virus Ebola (Bundibugyo) avait été détectée en quelques semaines et contenue en quatre mois. Cette fois, le virus aurait circulé pendant près de trois mois avant d'être détecté en mai dernier. Le démantèlement des systèmes de surveillance et de détection provoqué par les coupes dans l'aide internationale, en plus de l'état de guerre permanent, a directement favorisé sa propagation.

Et aujourd'hui encore l'aide arrive au compte-gouttes car, en réalité tant que le virus n'arrive pas en Europe ou aux USA, ces dirigeants s'en moquent ! Début juin, les dirigeants des États-Unis demandaient même avec cynisme aux pays européens, dont la Belgique, d'interdire l'entrée

de leur territoire aux Congolais !

L'épidémie Ebola, que ce soit pour son déclenchement, ou l'incapacité à la contrôler, est une conséquence du capitalisme ! Un système qui trouve toujours les moyens d'extraire des minerais, mais pas ceux de sauver des vies ? Il faut s'en débarrasser !

Diplomatie de brigands

Quelques mois après l'accord commercial entre l'Inde et l'Union européenne, Bart De Wever s'est rendu sur place pour rencontrer le président indien Narendra Modi et obtenir quelques juteux contrats pour les capitalistes belges. Le premier ministre tient à « *doubler le commerce bilatéral au cours des cinq prochaines années* » et surtout à renforcer le partenariat en termes de Défense.



Que le régime de Modi soit ouvertement d'extrême droite et raciste envers les musulmans, qui représentent 14% de la population en Inde, ne dérange aucunement De Wever et les autres dirigeants européens.

Ils sont les premiers à soutenir les régimes les plus dictatoriaux et les plus racistes quand il s'agit de défendre leurs intérêts. Les capitalistes belges continuent ainsi à soutenir le pouvoir en Israël accusé de génocide envers

les Palestiniens, mais aussi les dictatures de Kagame au Rwanda, de Tshisekedi au Congo, ou de Mohammed VI au Maroc.

L'armée belge coopère, par exemple, très étroitement avec l'armée béninoise qui réprime férocement ses opposants. Des soldats béninois ont même défilé le 21 juillet avec l'armée belge pour fêter les 25 ans de coopération entre les deux armées.

Préparatifs de guerre

L'intérêt renouvelé des puissances occidentales envers l'Inde s'inscrit dans la guerre économique menée par les États-Unis et l'Europe contre la Chine. C'est ce que reconnaît d'ailleurs Theo Francken, le ministre de la soi-disant « Défense » (en fait de la guerre), qui était sur place : « *Une Inde plus forte peut offrir un contrepoids utile à la domination chinoise en Asie et ainsi garantir un équilibre des puissances plus stable* ».

En vendant des armes à l'Inde, Francken sert surtout la soupe aux capitalistes belges de l'armement qui vont s'en mettre plein les poches.

En cherchant à s'appuyer sur l'Inde pour affaiblir la Chine, les capitalistes occidentaux préparent les alliances d'une future guerre. Mais ces guerres pourraient bien aussi se retourner contre eux, si les soldats, exaspérés par la guerre, décident de retourner les armes contre leurs généraux, et de renverser ce système barbare !

**Suivez nous
sur les réseaux:
Lutte Ouvrière Belgique**
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be